

- la gestion de ce service est en rapport avec sa mission légale,
- la fourniture de ce service satisfait un besoin collectif,
- l'initiative privée n'est pas en mesure d'assurer la couverture de ce besoin ou n'est pas en mesure de l'assurer dans des conditions satisfaisantes du point de vue de l'intérêt général".

De nouveaux équilibres devront s'établir. L'octroi de licences de réutilisation aux personnes qui souhaitent faire usage des données publiques dans leur activité privée de même que la perspective d'étendre au secteur privé la pratique du co-marquage - "possibilité pour un site de rediffuser les contenus et services offerts par un site de l'administration et de les enrichir de données ou de services spécifiques" - devraient y contribuer.

S'agissant de la jurisprudence, si les "enrichissements" des décisions par la technique du titrage, la confection de résumés et la pratique des rapprochements avec les précédents sont des obligations de service public de la justice en ce qu'ils favorisent l'intelligibilité des normes, il ne s'agit nullement d'apporter la plus-value documentaire étendue qui ressort du secteur de l'édition juridique destinée aux professionnels du droit mais de mettre à la disposition des données qualifiées d'"essentiels" ou, selon la Recommandation du Forum des droits sur l'internet, de "citoyennes".

L'institution judiciaire doit donc se doter des moyens de faire face aux obligations de service public qui lui incombent désormais. Jusqu'ici principalement centrée sur la production de la Cour de cassation, **la diffusion de la jurisprudence, étendue aux juridictions du fond, représente un enjeu fondamental.** Elle implique la définition d'une véritable politique à laquelle doivent pleinement adhérer les producteurs de jurisprudence eux-mêmes.

II. Les enjeux de la politique publique de diffusion par voie numérique de la jurisprudence

Si la diffusion de la jurisprudence traduit des exigences d'intérêt général (II-2), elle permet également aux juridictions de développer la connaissance de leurs productions et par là-même d'améliorer la qualité des réponses judiciaires (II-1).